

CAMERA DEI DEPUTATI N. 837

DISEGNO DI LEGGE

APPROVATO DAL SENATO DELLA REPUBBLICA

nella seduta del 19 novembre 1976 (Stampato n. 188)

PRESENTATO DAL MINISTRO DEGLI AFFARI ESTERI
(FORLAND)

DI CONCERTO COL MINISTRO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE
(ANSELMI TINA)

E COL MINISTRO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE
(MARCORA)

Ratifica ed esecuzione della Convenzione europea
relativa alla protezione sociale degli agricoltori,
firmata a Strasburgo il 6 maggio 1974

*Trasmesso dal Presidente del Senato della Repubblica alla Presidenza della Camera
il 25 novembre 1976*

DISEGNO DI LEGGE

ART. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione europea relativa alla protezione sociale degli agricoltori, firmata a Strasburgo il 6 maggio 1974.

ART. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 15 della Convenzione stessa.

CONVENTION EUROPEENNE RELATIVE A LA PROTECTION SOCIALE DES AGRICULTEURS

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires de la présente Convention,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres, notamment en vue de favoriser leur progrès économique et social;

Considérant qu'une amélioration des conditions de vie des exploitants agricoles mise en œuvre par des mesures appropriées est de nature à contribuer au progrès social en Europe;

Rappelant que la Charte sociale européenne, élaborée également au sein du Conseil de l'Europe et ouverte à la signature des Etats membres le 18 octobre 1961, a pour objectif l'amélioration du niveau de vie et la promotion du bien-être social de toutes les catégories de leurs populations tant rurales qu'urbaines;

Considérant que les conditions particulières et les caractères spécifiques des activités agricoles ainsi que les mutations affectant le monde agricole exigent que des mesures appropriées soient prises en faveur des exploitants agricoles afin de favoriser leur bien-être social;

Estimant dès lors qu'il convient de compléter et de renforcer la protection sociale des exploitants agricoles, des membres de leurs familles et, le cas échéant, des salariés qu'ils emploient, en tenant compte des besoins sociaux de ces personnes et des conditions particulières des activités agricoles,

Sont convenus de ce qui suit:

TITRE I

Article 1

Toute Partie Contractante s'engage à appliquer les dispositions de la présente Convention à ses ressortissants résidant sur son territoire.

Article 2

Aux fins de la présente Convention, le terme « exploitant agricole » vise toute personne qui, en qualité de travailleur indépendant, consacre exclusivement ou principalement son activité à une profession agricole, sylvicole, horticole, viticole ou similaire, étant entendu qu'elle peut être secondée dans ses travaux par des membres de sa famille et/ou par des salariés.

TITRE II

Article 3

Toute Partie Contractante assurera aux exploitants agricoles, aux membres de leurs familles et, le cas échéant, aux salariés qu'ils emploient, une protection sociale comparable à celle dont jouis-

sent d'autres groupes de la population, compte tenu des dispositions des articles 4 à 13 de la présente Convention.

Article 4

1. Toute Partie Contractante appliquera, dans toute la mesure appropriée, aux exploitants agricoles et à leurs ayants-droit, les normes de sécurité sociale prévues par sa législation pour les autres catégories protégées de la population.

2. Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1 du présent article, toute Partie Contractante accordera aux exploitants agricoles, dans les conditions et délais appropriés, la protection de la sécurité sociale pour au moins quatre des éventualités suivantes: maladie, maternité, invalidité, vieillesse, décès, accidents du travail, maladies professionnelles et charges familiales.

Article 5

1. Toute Partie Contractante fera en sorte que lorsqu'un exploitant agricole cesse son activité agricole pour des raisons d'ordre structurel ou autres qu'elle déterminera, cet exploitant, les membres de sa famille et, le cas échéant, les salariés qu'il emploie, bénéficient de mesures appropriées.

Ces mesures comprendront:

a) la mise à disposition de facilités en vue de leur permettre de prendre une nouvelle activité, de préférence dans leur région, notamment des facilités pour l'orientation, la formation et la réadaptation professionnelles;

b) le versement d'allocations temporaires afin de permettre la préparation à une autre activité;

c) le maintien des droits acquis et des droits en cours d'acquisition en matière de sécurité sociale;

d) le versement d'indemnités équitables ou de primes appropriées à un exploitant agricole qui, pour des raisons d'âge, a des difficultés à entreprendre une autre activité, et à condition que la cessation de l'activité agricole apporte une amélioration structurelle.

2. Aux fins du présent article, la notion de cessation d'activité ne doit pas être interprétée comme excluant la possibilité pour l'exploitant de conserver un terrain agricole de superficie limitée à ses besoins personnels.

3. Toute Partie Contractante fera en sorte que lorsqu'un exploitant agricole cesse partiellement son activité pour des raisons d'ordre structurel ou autres qu'elle déterminera, cet exploitant, les membres de sa famille et, le cas échéant, les salariés qu'il emploie bénéficient des mesures mentionnées aux alinéas a), b) et c) du paragraphe 1 ci-dessus, adaptées aux besoins.

Article 6

Toute Partie Contractante prendra des mesures appropriées en vue de tenir les exploitants agricoles au courant des objectifs de sa politique agricole, de consulter, en tant que de besoin, les milieux agricoles sur cette politique, et de tenir les exploitants agricoles informés des développements internationaux les intéressant dans le domaine agricole.

Article 7

Dans la formulation de sa politique d'aménagement du territoire, toute Partie Contractante tiendra compte des problèmes posés par les disparitions d'emploi dans les zones agricoles, notamment en y facilitant la création d'emplois nouveaux.

Article 8

1. Toute Partie Contractante prendra les mesures appropriées en vue:

- a) d'assurer, dans les zones agricoles, un équipement socio-culturel adéquat;
- b) d'encourager l'amélioration des conditions de vie et d'hygiène dans les exploitations agricoles, au bénéfice de l'exploitant agricole, des membres de sa famille et, le cas échéant, des salariés qu'il emploie;
- c) d'octroyer certains avantages, tels que prêts à long terme, subventions ou taux d'intérêts réduits aux exploitants agricoles pour faciliter entre autres la mise en œuvre des mesures visées à l'alinéa b) ci-dessus.

2. Toute Partie Contractante prendra également les mesures appropriées afin de permettre aux exploitants agricoles, dans des zones qu'elle déterminera, de continuer leurs activités agricoles et de contribuer, en même temps, à la sauvegarde et à la protection du paysage, à la conservation de la nature, au développement des possibilités de loisirs et au maintien d'un équilibre démographique approprié dans ces zones.

Article 9

Toute Partie Contractante prendra ou encouragera toutes mesures appropriées afin d'assurer aux enfants vivant dans les zones agricoles une formation et une éducation d'un niveau équivalent à celui assuré dans les zones urbaines. Ces mesures porteront notamment sur:

- a) l'octroi d'aides qui permettront de construire les locaux scolaires nécessaires pour abolir progressivement l'enseignement en classes uniques;
- b) le ramassage scolaire;
- c) l'affectation aux écoles des zones agricoles, d'un personnel enseignant qualifié, en nombre suffisant.

Article 10

Toute Partie Contractante prendra ou encouragera des mesures en faveur des jeunes des zones agricoles afin notamment:

- a) de leur garantir une orientation professionnelle adaptée à leurs besoins et dispensée par des personnes qualifiées, même avant la fin de la scolarité;
- b) de leur assurer une formation générale et professionnelle adéquate leur donnant des chances égales à celles offertes aux autres jeunes en ce qui concerne leur insertion dans la vie professionnelle;
- c) de créer ou d'aménager, en tant que de besoin, des écoles professionnelles, des centres de formation et de perfectionnement professionnels ou des écoles supérieures d'agriculture;
- d) de leur accorder des bourses d'enseignement dans des conditions leur donnant des chances égales à celles dont jouissent les autres jeunes.

Article 11

Toute Partie Contractante encouragera la mise à la disposition de la population des zones agricoles, de services d'information et de consultation sur les questions agricoles et sur l'évolution du marché de l'emploi dans d'autres secteurs économiques.

Article 12

En vue d'assurer dans les exploitations agricoles des conditions de travail aussi favorables que possible, toute Partie Contractante facilitera et encouragera les diverses formes de coopération, d'entraide entre exploitants agricoles et, le cas échéant, de mise à disposition de main-d'œuvre de remplacement.

Article 13

En vue de faciliter l'exécution des tâches inhérentes à la vie familiale dans les exploitations agricoles, toute Partie Contractante encouragera:

- a) l'utilisation d'équipements destinés à simplifier et alléger les travaux domestiques;
- b) la mise à disposition de services d'aide familiale à domicile.

Article 14

Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte aux dispositions d'autres conventions ou accords internationaux qui sont ou entreront en vigueur, et qui seraient plus favorables aux personnes visées par la présente Convention.

TITRE III

Article 15

1. La présente Convention est ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe. Elle sera ratifiée, acceptée ou approuvée. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

2. La Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du troisième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

3. Elle entrera en vigueur à l'égard de tout Etat signataire qui la ratifiera, l'acceptera ou l'approuvera ultérieurement, trois mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 16

1. Après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil de l'Europe à adhérer à la présente Convention.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet trois mois après la date de son dépôt.

Article 17

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera la présente Convention.

2. Tout Etat peut, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ou à tout autre moment par la suite, étendre l'application de la présente Convention, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration. Le retrait prendra effet six mois après la date de réception de la déclaration de retrait par le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 18

Tout Etat peut, au moment de la signature, au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion ou à tout autre moment par la suite, étendre, par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, le bénéfice de la présente Convention, ou de celles des dispositions de cette Convention qu'il spécifiera, à d'autres personnes que ses ressortissants, résidant sur le ou les territoires définis conformément à l'article 17 et désignées dans la déclaration.

Article 19

1. Tout Etat peut, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, déclarer faire usage de l'une ou plusieurs réserves figurant à l'Annexe à la présente Convention. Aucune autre réserve ne sera admise.

2. Tout Etat peut retirer en tout ou en partie une réserve formulée par lui en vertu du paragraphe précédent, au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et qui prendra effet à la date de sa réception.

Article 20

1. Aucune Partie Contractante ne pourra dénoncer la présente Convention avant l'expiration d'une période de quatre ans après la date à laquelle la Convention est entrée en vigueur en ce qui la concerne, ou avant l'expiration de toute autre période ultérieure de trois ans.

2. La dénonciation s'effectuera par une notification adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et prendra effet six mois après la date de la réception de cette notification par le Secrétaire Général.

Article 21

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré à la présente Convention:

- a) toute signature;
- b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion;

- c) toute date d'entrée en vigueur de la présente Convention conformément à l'article 15;
- d) toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 17;
- e) toute déclaration reçue en application des dispositions de l'article 18;
- f) toute réserve formulée en application des dispositions du paragraphe 1 de l'article 19;
- g) le retrait de toute réserve effectué en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19;
- h) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 20 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

FAIT à Strasbourg, le 6 mai 1974, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche :

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique :

Pour le Gouvernement de la République de Chypre :

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark :

OVE GULDBERG

Pour le Gouvernement de la République française :

J. DE LIPKOWSKI

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne :

Pour le Gouvernement de la République islandaise :

Pour le Gouvernement d'Irlande :

Pour le Gouvernement de la République italienne :

MARIO PEDINI

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg :

GASTON THORN

Pour le Gouvernement de Malte :

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas :

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège :

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède :

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse :

Pour le Gouvernement de la République turque :

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :

ANNEXE

RESERVES

(Article 19, paragraphe 1)

Chacune des Parties Contractantes peut déclarer qu'elle se réserve:

1) d'exclure du champ d'application de la présente Convention une ou plusieurs des catégories de personnes suivantes:

— les personnes qui, en qualité de travailleurs indépendants, consacrent exclusivement ou principalement leur activité à une profession agricole, sylvicole, horticole, viticole ou similaire, mais qui ne tirent pas la principale partie de leur revenu de cette activité;

— les personnes qui consacrent exclusivement leur activité à la sylviculture;

2) de ne pas appliquer la disposition de l'article 5, paragraphe 1, alinéa *b*);

3) de ne pas appliquer la disposition de l'article 5, paragraphe 1, alinéa *c*);

4) de ne pas appliquer la disposition de l'article 5, paragraphe 1, alinéa *d*);

5) de ne pas appliquer la disposition de l'article 5, paragraphe 3.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

NOTA BENE. — *I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione tra cui il testo in lingua francese qui sopra riportato.*

CONVENZIONE EUROPEA
RELATIVA ALLA PROTEZIONE SOCIALE DEGLI AGRICOLTORI

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari della presente Convenzione,

Considerando che lo scopo del Consiglio d'Europa è realizzare un'unione più stretta fra i suoi Membri, specie in vista di favorire il loro progresso economico e sociale;

Considerando che un miglioramento delle condizioni di vita dei conduttori agricoli realizzato attraverso misure appropriate permette di contribuire al progresso sociale in Europa;

Ricordando che la Carta sociale europea, elaborata anch'essa in sede di Consiglio d'Europa e aperta alla firma degli Stati membri il 18 ottobre 1961, ha per obiettivo il miglioramento del tenore di vita e la promozione del benessere sociale di tutte le categorie delle loro popolazioni sia rurali che urbane;

Considerando che le condizioni particolari e i caratteri specifici delle attività agricole come pure i mutamenti cui va soggetto il mondo agricolo esigono che siano adottate delle misure appropriate in favore dei conduttori agricoli al fine di favorire il loro benessere sociale;

Ritenendo quindi che convenga completare e rafforzare la protezione sociale dei conduttori agricoli, dei membri delle loro famiglie e, se del caso, dei salariati alle loro dipendenze, tenendo conto delle esigenze sociali di dette persone e delle condizioni particolari delle attività agricole,

Hanno convenuto quanto segue:

TITOLO I

Articolo 1

Ogni Parte Contraente s'impegna ad applicare le disposizioni della presente Convenzione a suoi cittadini residenti sul suo territorio.

Articolo 2

Ai fini della presente Convenzione, il termine « conduttore agricolo » riguarda qualsiasi persona che, in qualità di lavoratore indipendente, dedica esclusivamente o principalmente la sua attività a una professione agricola, silvicola, orticola, viticola o similare, restando inteso che essa può essere aiutata nei suoi lavori da membri della sua famiglia e/o da salariati.

TITOLO II

Articolo 3

Ogni Parte Contraente assicurerà ai conduttori agricoli, ai membri delle loro famiglie e, se del caso, ai salariati alle loro dipendenze, una protezione sociale paragonabile a quella di cui fruiscono altri gruppi della popolazione, tenuto conto delle disposizioni di cui agli articoli da 4 a 13 della presente Convenzione.

Articolo 4

1. Ogni Parte Contraente applicherà ai conduttori agricoli e ai loro aventi diritto, nel modo più appropriato, le norme di previdenza sociale previste dalla sua legislazione per le altre categorie assistite della popolazione.

2. Senza pregiudicare le disposizioni del paragrafo 1 del presente articolo, ogni Parte Contraente concederà ai conduttori agricoli, nelle condizioni e nei termini appropriati, la protezione della previdenza sociale per almeno quattro delle eventualità seguenti: malattia, maternità, invalidità, vecchiaia, decesso, incidente sul lavoro, malattie professionali e carichi familiari.

Articolo 5

1. Ogni Parte Contraente farà in modo che allorché un conduttore agricolo cessa la sua attività agricola per delle ragioni d'ordine strutturale o altre che essa stabilirà, tale conduttore, i membri della sua famiglia e, se del caso, i salariati alle sue dipendenze, beneficino di misure appropriate.

Tali misure comprenderanno:

a) la messa a disposizione di facilitazioni in vista di permettere loro di intraprendere una nuova attività, di preferenza nella loro regione, in special modo facilitazioni per l'orientamento, la formazione e il riadattamento professionali;

b) il versamento di sussidi temporanei al fine di consentire la preparazione per un'altra attività;

c) il mantenimento dei diritti acquisiti e dei diritti in via di acquisizione in materia di previdenza sociale;

d) il versamento d'indennità eque o di premi adeguati a un conduttore agricolo che, per ragioni di età, ha difficoltà ad intraprendere un'altra attività, e a condizione che la cessazione dell'attività agricola apporti un miglioramento strutturale.

2. Ai fini del presente articolo, la nozione di cessazione di attività non deve essere interpretata come escludente la possibilità per il conduttore di conservare un terreno agricolo di superficie limitata per i suoi fabbisogni personali.

3. Ogni Parte Contraente farà in modo che allorché un conduttore agricolo cessa parzialmente la sua attività per delle ragioni d'ordine strutturale o altre che essa determinerà, tale conduttore, i membri della sua famiglia e, se del caso, i salariati alle sue dipendenze beneficino delle misure menzionate nei paragrafi a), b) e c) del precedente punto 1 adattate secondo le esigenze.

Articolo 6

Ogni Parte Contraente adotterà misure appropriate al fine di tenere i conduttori agricoli al corrente degli obiettivi della sua politica agricola, di consultare, all'occorrenza, gli ambienti agricoli su questa politica, e di tenere informati i conduttori agricoli degli sviluppi internazionali in campo agricolo che li interessano.

Articolo 7

Nella formulazione della sua politica di utilizzazione del terreno, ogni Parte Contraente terrà conto dei problemi posti dalla diminuzione della possibilità d'impiego nelle zone agricole, specie favorendo in esse la creazione d'impieghi nuovi.

Articolo 8

1. Ogni Parte Contraente adotterà misure appropriate in vista:

a) di assicurare, nelle zone agricole un'attrezzatura socio-culturale adeguata;

b) d'incoraggiare il miglioramento delle condizioni di vita e d'igiene nelle aziende agricole, a vantaggio del conduttore agricolo, dei membri della sua famiglia e, se del caso, dei salariati alle sue dipendenze;

c) di concedere certi vantaggi, quali i prestiti a lungo termine, sovvenzioni o tassi d'interessi ridotti ai conduttori agricoli per facilitare fra l'altro la attuazione delle misure previste nel precedente paragrafo b).

2. Ogni Parte Contraente adotterà anche misure appropriate al fine di permettere ai conduttori agricoli, nelle zone che essa stabilirà, di continuare le loro attività agricole e di contribuire, nello stesso tempo, alla salvaguardia e alla protezione del paesaggio, alla conservazione della natura, allo sviluppo delle possibilità di svago e al mantenimento di un equilibrio demografico appropriato in tali zone.

Articolo 9

Ogni Parte Contraente adotterà e incoraggerà tutte le misure appropriate al fine di assicurare ai bambini che vivono nelle zone agricole una formazione e una educazione di livello equivalente a quello assicurato nelle zone urbane. Tali misure si riferiranno specialmente a:

a) la concessione di aiuti intesi a permettere la costruzione di locali scolastici necessari ad abolire progressivamente l'insegnamento a classi uniche;

b) il trasporto degli alunni;

c) l'assegnazione alle scuole delle zone agricole di personale insegnante qualificato e in numero sufficiente.

Articolo 10

Ogni Parte Contraente adotterà o incoraggerà misure in favore dei giovani delle zone agricole al fine:

a) di garantire loro un indirizzo professionale adattato alle loro esigenze e praticato da persone qualificate, anche prima della fine degli studi;

b) di assicurare loro una formazione generale e professionale adeguata che offra loro possibilità uguali a quelle offerte agli altri giovani per quel che concerne il loro inserimento nella vita professionale;

c) di creare o di trasformare, all'occorrenza, scuole professionali, centri di formazione e di perfezionamento professionali o scuole superiori di agricoltura;

d) di concedere loro borse d'insegnamento a condizioni tali da offrire loro possibilità uguali a quelle di cui godono gli altri giovani.

Articolo 11

Ogni Parte Contraente incoraggerà la messa a disposizione della popolazione delle zone agricole di servizi d'informazione e di consultazione su questioni agricole e sull'evoluzione del mercato dell'impiego in altri settori economici.

Articolo 12

Al fine di assicurare nelle aziende agricole condizioni di lavoro le più favorevoli possibile, ogni Parte Contraente faciliterà e incoraggerà le diverse forme di cooperazione, di aiuto reciproco fra conduttori agricoli e, se del caso, di messa a disposizione di manodopera di riserva.

Articolo 13

Al fine di facilitare l'adempimento dei compiti inerenti alla vita familiare nelle aziende agricole, ogni Parte Contraente incoraggerà:

- a) l'utilizzazione di attrezzature destinate a semplificare e alleviare i lavori domestici;
- b) la messa a disposizione di servizi di aiuto familiare a domicilio.

Articolo 14

Le disposizioni della presente Convenzione non arrecano pregiudizio alle disposizioni di altre convenzioni o accordi internazionali che sono o entreranno in vigore, e che siano più favorevoli alle persone considerate dalla presente Convenzione.

TITOLO III

Articolo 15

1. La presente Convenzione è aperta alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa. Essa sarà ratificata, accettata o approvata. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o d'approvazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

2. La Convenzione entrerà in vigore tre mesi dopo la data del deposito del terzo strumento di ratifica, di accettazione o d'approvazione.

3. Essa entrerà in vigore nei confronti di ogni Stato firmatario che la ratificherà, l'accetterà o l'approverà ulteriormente, tre mesi dopo la data del deposito del suo strumento di ratifica, d'accettazione o d'approvazione.

Articolo 16

1. Dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare ogni Stato non membro del Consiglio d'Europa a aderire alla presente Convenzione.

2. L'adesione si effettuerà dietro deposito, presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa, di uno strumento d'adesione che avrà effetto tre mesi dopo la data del suo deposito.

Articolo 17

1. Ogni Stato può, al momento della firma o al momento del deposito del suo strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione, designare il o i territori ai quali si applicherà la presente Convenzione.

2. Ogni Stato può, al momento del deposito del suo strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione o in seguito in qualsiasi altro momento, estendere l'applicazione della presente Convenzione, attraverso una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, a ogni altro territorio designato nella dichiarazione e di cui lo Stato stesso assicura le relazioni internazionali o per il quale esso è abilitato a stipulare.

3. Ogni dichiarazione fatta in virtù del paragrafo precedente potrà essere ritirata, per quel che concerne il territorio designato in questa dichiarazione. Il ritiro avrà effetto sei mesi dopo la data di ricezione della dichiarazione di ritiro da parte del Segretario Generale del Consiglio di Europa.

Articolo 18

Ogni Stato può, al momento della firma, al momento del deposito del suo strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione o in qualsiasi altro momento in seguito, estendere, con una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, il beneficio della presente Convenzione, o di quelle disposizioni di questa Convenzione che egli specificherà, ad altre persone oltre ai suoi cittadini, che risiedano nel o nei territori così come definiti nell'articolo 17 e designati nella dichiarazione.

Articolo 19

1. Ogni Stato può, al momento della firma o al momento del deposito del suo strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione, dichiarare di far uso di una o più riserve figuranti nell'Allegato alla presente Convenzione. Nessun'altra riserva sarà ammessa.

2. Ogni Stato può ritirare in tutto o in parte una riserva da esso formulata in base al paragrafo precedente, per mezzo di una dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa e che avrà effetto dalla data della sua ricezione.

Articolo 20

1. Nessuna Parte Contraente potrà denunciare la presente Convenzione prima del termine di un periodo di quattro anni dopo la data in cui la Convenzione è entrata in vigore per quel che la concerne, o prima del termine di ogni altro periodo ulteriore di tre anni.

2. La denuncia si effettuerà con una notifica indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa e avrà effetto sei mesi dopo la data di ricezione di tale notifica da parte del Segretario Generale.

Articolo 21

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio e a ogni Stato che abbia aderito alla presente Convenzione:

- a) ogni firma;
- b) il deposito di ogni strumento di ratifica, d'accettazione, d'approvazione o d'adesione;
- c) ogni data di entrata in vigore della presente Convenzione in conformità con l'articolo 15;
- d) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 17;
- e) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 18;
- f) ogni riserva formulata in applicazione delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 19;
- g) il ritiro di ogni riserva effettuata in applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 19;
- h) ogni notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 20 e la data in cui la denuncia avrà effetto.

In fede di che, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tal fine, hanno firmato la presente Convenzione.

FATTO a Strasburgo, il 6 maggio 1974, in francese e in inglese, i due testi facenti egualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne trasmetterà copia certificata conforme a ciascuno degli Stati firmatari e aderenti.

(seguono le firme)

ALLEGATO

RISERVE

(Articolo 19, paragrafo 1)

Ciascuna delle Parti Contraenti può dichiarare che essa si riserva:

1) di escludere dal campo d'applicazione della presente Convenzione una o più categorie delle persone seguenti:

— le persone che, in qualità di lavoratori indipendenti, dedicano esclusivamente o principalmente la loro attività a una professione agricola, silvicola, orticola, viticola o similare, ma che non traggono la parte principale delle loro entrate da tale attività;

— le persone che dedicano esclusivamente la loro attività alla silvicoltura;

2) di non applicare la disposizione dell'articolo 5, paragrafo 1, alinea *b*);

3) di non applicare la disposizione dell'articolo 5, paragrafo 1, alinea *c*);

4) di non applicare la disposizione dell'articolo 5, paragrafo 1, alinea *d*);

5) di non applicare la disposizione dell'articolo 5, paragrafo 3.